

NOTE HISTORIQUE

Non prolifération et désarmement : Le désarmement nucléaire et les politiques de sécurité en Suède (1946-1975)

par Benjamin Hautecouverture, Chargé de recherche au CESIM, juin 2007

La part du mythe¹

Analysant le processus de décision à l'œuvre dans la conduite d'un programme nucléaire militaire en Suède au cours des années 1940, 1950 et 1960, Paul M. Cole note que la barrière de la langue, le difficile accès à l'information et une pratique politique du secret entretenue par le Parti social-démocrate alors au pouvoir ont été à l'origine d'interprétations hasardeuses sur ce sujet à l'étranger, en particulier aux Etats-Unis.²

« L'anti-nucléarisme » de la Suède en matière militaire est une posture revendiquée par la diplomatie suédoise dès les années 1950 sur la scène internationale (le pays est membre des Nations Unies depuis 1946). Refusant de participer à l'OTAN, la Suède défendit alors en politique étrangère une ligne déjà traditionnelle de non-alignement en temps de paix et de neutralité en temps de guerre. Le pays, membre de la Société des nations dès 1920, n'avait participé ni au premier ni au second conflit mondial. Son positionnement d'Etat non-aligné 'leader' en matière de maintien de la paix et de désarmement trouvait donc un prolongement logique à travers un investissement marqué dans le débat international sur le nucléaire militaire dès le début de la Guerre froide.

En réalité, l'examen des positions prises par la Suède à l'ONU puis au Comité des dix-huit puissances sur le désarmement indique que le pays concentra

¹ Noté réalisée avec le soutien de la Délégation aux affaires stratégiques du ministère de la Défense, dans le cadre d'une étude pilotée par le bureau non-prolifération et désarmement.

² Paul M. Cole, « Atomic Bombast : Nuclear Weapon Decisionmaking in Sweden », *Occasional Paper N°26*, April 1996, The Henry L. Stimson Center, pp.2-3

longtemps son activité sur l'objectif de désarmement nucléaire des Etats dotés (EDAN), se gardant de prendre une position ferme sur l'objectif de non-prolifération formulé à la fin des années 1950.³ Cette partialité trouve son origine dans la poursuite d'un programme nucléaire à vocation militaire d'abord tenu secret puis instrumentalisé durant deux décennies, avant d'être progressivement abandonné à partir du milieu des années 1960.

Qu'est-ce qui détermina le choix de cette double posture ? Quels furent ses effets sur la scène internationale ? Quels furent les acquis et les revers de la diplomatie suédoise du désarmement jusqu'à la tenue de la première Conférence d'examen du TNP en 1975 ?

I- Décider de ne pas décider

L'origine du programme nucléaire suédois

Le gouvernement suédois soutint une politique de recherche en matière nucléaire durant près d'un quart de siècle. Cette politique fut initiée dès 1945-46 et au moins tenue secrète jusqu'au début des années 1950 (une note de la CIA datée de 1949 conclut qu'il n'y a « pas de signe » que le pays ait entamé des recherches sur la bombe atomique⁴).

Ce programme est singulier en cela qu'il demeura, tout au long de sa construction, une option principalement technologique. Son intégration doctrinale se bâtit peu à peu au cours des années 1950 et le soutien politique qui lui fut accordé reste très équivoque. C'est dire que l'analyse politico-stratégique ne fut pas à l'origine du programme suédois. Essentiellement, ce programme fut motivé par la volonté d'avancer au même rythme que les grands Etats technologiquement avancés. Un rapport du comité sur les armes nucléaires du parti social-démocrate suédois l'affirma en février 1962 alors que le débat politique à l'intérieur du parti tournait à l'avantage des opposants à la production d'armes nucléaires : « *The demand for a Swedish atomic weapon has been motivated primarily by the desire to see Sweden keep up with technical developments in weaponry.* »⁵ Sur ce plan, il y eut dès la fin de la Seconde guerre mondiale, dont la Suède, absente, ne put participer au développement rapide de la technologie militaire, un consensus des communautés politique et scientifique, ainsi que de l'industrie de défense.

Au plan institutionnel, la recherche fut organisée à l'intérieur de structures cofinancées par l'Etat et le capital privé. Le *Swedish National Defense*

³ Cf. Note historique du CESIM : *Non prolifération et désarmement : le 'golden age' de la diplomatie irlandaise (1957-1961)*

⁴ *An Estimate of Swedish Capabilities in Science* (Secret) Copy N°1 for the President of the United States, CIA OSI-1/49, p.29, cité par Paul M. Cole, op.cit., p.6

⁵ *Kärnladdningsgruppen, Kärnladdningsgruppen betänkande*, Supreme Commander (Swedish Top Secret) February 1962, A4, cité par Paul M. Cole, op.cit., p.9

Research Institute fut créé dès 1945 pour coordonner la recherche militaire et le *Swedish Atomic Energy Committee* se concentra dès 1946 sur l'extraction domestique d'uranium. A la fin des années 1950, le programme nucléaire suédois était très avancé.

Le débat national

Cette avancée technologique et industrielle se doubla d'une recherche doctrinale qui progressa au cours des années 1950 au sein de la communauté de défense. Les analystes militaires suédois se penchèrent principalement sur les implications tactiques de l'arme nucléaire pour la Suède eu égard à sa position géographique vis-à-vis de l'URSS, dans le cadre d'une confrontation globale prenant l'Europe comme champ de bataille. La position de la République Fédérale d'Allemagne (RFA) à l'égard de l'arme nucléaire n'était pas absente des schémas stratégiques suédois. Au contraire, cette question régionale qui par ailleurs est au cœur de la négociation bilatérale du TNP entre les Etats-Unis et l'URSS de 1960 à 1966, alimenta le débat en Suède et entre la Suède et les Etats-Unis jusqu'à la ratification du TNP par le pays en décembre 1969.

Enfin, la pensée stratégique militaire suédoise s'inspira largement des standards américains de l'époque.

Pour autant, alors que des progrès significatifs étaient réalisés sur les plans de la recherche et de la doctrine, l'écart se creusa avec le parti social-démocrate et, singulièrement, sa branche la plus à gauche. La politique, pour partie officieuse, connue sous le syntagme « décider de ne pas décider », perdura néanmoins au tournant des années 1950 : la recherche continua de progresser mais aucune autorisation politique de production ne fut délivrée.

A cette époque, le soutien de l'opinion suédoise à l'acquisition d'armes nucléaires était néanmoins majoritaire.

Une posture intenable

Plusieurs raisons expliquent l'abandon du programme nucléaire militaire suédois au cours des années 1960.

- La première raison est d'ordre politique. Le parti social-démocrate risquait l'implosion en décidant de lancer le pays dans une politique d'acquisition. Les opposants à l'acquisition de l'arme nucléaire gagnèrent dans les rangs de la majorité et les Sociaux-démocrates travaillèrent à inverser le mouvement de l'opinion publique. A la veille de la conclusion du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), une forte majorité de la population se déclarait opposée à l'acquisition d'armes nucléaires par la Suède.

- La deuxième raison est d'ordre budgétaire. Il apparut impossible de mener de front l'ambition de créer un Etat-providence fort, la volonté de doter le pays d'une architecture de défense conventionnelle complète et la réalisation d'un programme crédible d'acquisition/déploiement d'armes nucléaires.
- La troisième raison est d'ordre stratégique. Il fut finalement estimé que la sécurité du pays serait desservie par la possession de l'arme nucléaire. Ce cas échéant, la neutralité du positionnement suédois ne serait plus tenable et le pays risquerait d'être désigné comme cible prioritaire pour des frappes préemptives soviétiques.⁶ Par ailleurs, bien que le pays ne fut pas membre de l'OTAN, de nombreux responsables politiques suédois et militaires de haut rang estimèrent bénéficier du « parapluie nucléaire » américain en Europe.⁷

Dès le milieu des années 1960, le soutien au programme nucléaire militaire de la Suède s'étiola dans le pays. En 1968, la décision de ne pas acquérir l'arme nucléaire fut affichée publiquement au Parlement. Néanmoins, l'abandon d'un programme de production n'empêcha pas la Suède de continuer à entretenir un effort de recherche sur les armes nucléaires par la suite.

II- Les effets de la double posture

Le statut de la Suède comme Etat non-nucléaire au cours des années 1950-1960 est donc fondamentalement ambigu. Davantage moratoire qu'interdiction assumée de production, on en trouve nécessairement le reflet dans la conduite de la politique étrangère du pays en matière de sécurité.

Le positionnement de la Suède dans les enceintes multilatérales

Que se soit à la Première Commission de l'Assemblée générale de l'ONU (AGNU), au cours des débats en séance plénière de l'Assemblée générale ou au Comité des dix-huit puissances sur le désarmement, la Suède défendit à partir du début des années 1960 une position différente de celle de l'Irlande en ne soutenant pas ouvertement le projet irlandais de non prolifération. Les diplomates suédois en charge du désarmement ne prirent pas officiellement position sur la question de l'acquisition par la Suède de l'arme nucléaire et reçurent l'instruction de ne pas promouvoir la question de la non prolifération.⁸

⁶ L'URSS fit savoir à la Suède en de nombreuses occasions qu'elle considérerait l'acquisition par le pays d'une force de frappe nucléaire comme un abandon *de facto* de sa neutralité.

⁷ Il est difficile encore aujourd'hui de savoir sur quoi repose à l'époque cette confiance qui va à rebours de l'analyse de l'exécutif français au même moment. Ce discours existe en Suède dans les années 1950 et 1960, il est relayé par les officiels suédois à Washington.

⁸ Jan Prawitz, "Arms Controller Alva Myrdal, World Power for World Politics", *Peace and Disarmament: Lessons and Challenges*, Conférence, 8 mars 2002, Uppsala University, Suède, p.6

En revanche, dès la fin des années 1950 à l'AGNU puis au Comité des dix-huit puissances à Genève, la Suède, conjointement avec l'Inde, concentra ses efforts sur l'objectif du désarmement nucléaire (arrêt des essais nucléaires mais autorisation des explosions nucléaires à des fins pacifiques sous contrôle, interdiction de la production de matières fissiles à des fins militaires, participation à la formulation de la résolution 2028 de l'AGNU, amendements au Préambule et à l'article 6 du TNP). La position systématiquement défendue par la Suède (notamment à la Commission du désarmement en juin 1965), mais aussi par bon nombre de petits Etats situés hors du cadre des alliances, la Tunisie par exemple, tenait que le désarmement nucléaire est une nécessité : les petits Etats ne peuvent se sentir en sécurité que dans un monde désarmé.

La contradiction entre la continuation du programme nucléaire suédois et les prises de position diplomatiques répétées en faveur du désarmement nucléaire s'accrut à mesure que les deux termes, mal assumés, progressaient parallèlement. La volonté de la délégation suédoise au Comité des dix-huit puissances sur le désarmement à Genève d'être un pays 'leader' parmi le groupe des huit Etats non alignés exacerba cette contradiction. Ce facteur nourrit le débat à l'intérieur du pays sur le choix politique d'acquiescer ou de ne pas acquiescer l'arme nucléaire.

Le bénéfice de l'expertise

La double posture de la Suède eut un effet subsidiaire appréciable quant au rôle que souhaitait jouer la diplomatie suédoise en faveur du désarmement. En effet, parmi les huit pays non alignés présents au Comité des dix-huit puissances, seuls l'Inde et la Suède disposaient d'une expertise suffisante pour analyser parfaitement les propositions faites par les deux blocs. Le rôle personnel d'Alva Myrdal, promue au rang de ministre pour les affaires de désarmement en 1966, fut très significatif à ce égard : « *Paradoxically, the knowledge about nuclear weapons accumulated by Sweden as a result of the nuclear option policy preparing for a possible future acquisition of nuclear weapons that lasted until 1968 when Sweden signed the Non-proliferation Treaty, was very essential for providing the basis of competence for Sweden's activities at the Geneva Disarmament Conference and the leadership among the non-aligned. In order to utilise this expertise of Sweden, Alva studied relevant nuclear physics to the same level as her advisors.* »⁹

La relation américano-suédoise

L'ambiguïté entretenue par la Suède influa enfin sur la relation bilatérale avec les Etats-Unis. Il est notable que cette ambiguïté commença par être un élément significatif de la réflexion américaine sur la prolifération de l'arme

⁹ Ibid. p.3

nucléaire. Un Mémoire adressé le 12 février 1963 par le secrétaire à la défense Mc Namara au président Kennedy dressait un tableau des huit principaux « *Problem countries* » au regard de la prolifération. La Suède arrivait au troisième rang, après la Chine et Israël. Deux à trois années étaient estimées nécessaires avant que le pays ne puisse procéder à un premier essai nucléaire.¹⁰ La Suède se vit donc participer à la problématique de la non prolifération qui traverse les années 1960, comme préoccupation et non comme remède.

Cet état de fait fut du reste exploité par la Suède dans son dialogue bilatéral avec les Etats-Unis. En juin 1963, le premier ministre suédois Tage Erlander informa l'ambassadeur américain James Parsons de l'intérêt que portait son pays « à un accord sur l'interdiction des essais et à un accord global avec les Etats-Unis sur la non prolifération de la capacité nucléaire au bénéfice d'autres pays. »¹¹ Il ajoutait que la Suède pouvait développer ses propres armes assez vite et assez facilement, bien qu'elle n'en eut pas l'intention. Le programme suédois, affirmait-il, était principalement une option dans le cas où un régime de non prolifération ne pourrait être conçu.¹²

La rhétorique du désarmement utilisé par la Suède dans les enceintes internationales semble avoir été pour les Etats-Unis un motif d'agacement dans une double mesure : d'une part la responsabilité des deux grands était volontiers montrée du doigt par la diplomatie suédoise qui s'avère souvent violemment anti-américaine (la détérioration des relations entre les deux pays culmina sous les divers mandats d'Olof Palme au gouvernement entre 1963 et 1972). D'autre part, cette rhétorique publique n'empêcha pas les officiels suédois, et notamment les militaires présents à Washington, de chercher à obtenir auprès des Américains l'assurance d'être couverts, le cas échéant, par le parapluie nucléaire des Etats-Unis dans le cadre de l'OTAN.

Le discours suédois à propos de l'Alliance atlantique était ambivalent parce que le pays défendait un positionnement non aligné mais aussi parce qu'il prenait en compte une supposée menace allemande : l'année de la « résolution irlandaise » (1961) fut aussi celle d'un texte suédois moins célèbre : par la résolution 1664 du 4 décembre 1961, l'AGNU demandait au Secrétaire général de mener une enquête sur les conditions dans lesquelles les Etats non dotés de l'arme nucléaire pourraient s'empêcher de produire *et de recevoir sur leur territoire des armes nucléaires au nom d'autres Etats*.¹³ Le projet, adopté avec le soutien du bloc socialiste et malgré l'opposition des Etats-Unis et des membres de l'OTAN, aboutit en avril 1962 mais le rapport

¹⁰ Nuclear History Collection, National Security Archive, Memorandum of Feb. 12, 1963, from Secretary of Defense Mc Namara to President Kennedy, cité par George Bunn, *Arms Control by Committee, Managing negotiations with the Russians*, Stanford University Press, Stanford California, 1992, p.68

¹¹ Cité par Paul M. Cole, *op.cit.*, p.23

¹² *Ibid.*, p.23

¹³ Nous soulignons.

fourni alors à la Commission du désarmement ne déboucha sur aucune initiative.

III- La diplomatie suédoise à l'œuvre

Dans ce cadre complexe et très évolutif, l'œuvre de la diplomatie suédoise de la fin des années 1950 au début des années 1970 fait apparaître des éléments de continuité et d'infléchissement plus que de rupture. En effet, l'adhésion pleine et entière de la Suède à la thématique de la non prolifération à partir de la deuxième moitié des années 1960 continua d'être accompagnée par un investissement fort en matière de désarmement. En cela, la Suède fut l'un des interprètes importants d'un lien entre la non prolifération et le désarmement.

La recherche d'un équilibre entre les obligations des Etats

La Suède et l'Inde furent très investies dans le débat sur les essais nucléaires tout au long de la période. A la 11^e session de l'AGNU (novembre 1956-mars 1957), le pays, soutenu par l'Inde, se prononça pour un moratoire sur les essais nucléaires.

Dans les discussions qui menèrent à l'adoption de la résolution 2028 par l'AGNU le 19 novembre 1965, la Suède à la Commission du désarmement se fit l'avocate d'un TNP associé à un traité interdisant les essais nucléaires ainsi qu'à un traité interdisant la production de matières fissiles à des fins militaires. Cette idée de « *package* » fut soutenue par l'Inde qui plaida également pour une solution intégrée au défi de la non prolifération.

La délégation suédoise au Comité des dix-huit puissances chercha encore en 1966 à lier l'entrée en vigueur du TNP avec des accords obtenus sur le front des essais nucléaires et de la cessation de production de matières fissiles, position soutenue par l'Inde et par l'Italie, notamment.

Enfin, la Suède tenta d'apporter un amendement à l'article 3 du projet de TNP fourni par les Etats-Unis et l'URSS le 18 janvier 1968, au titre duquel serait également contrôlé tout transfert d'armes et matières nucléaires à des fins militaires à un Etat quelconque, doté ou non doté de l'arme. La Suède souhaitait alors minimiser le caractère discriminatoire du Traité en empêchant l'importation par les Etats dotés de matières fissiles à des fins militaires. L'amendement fut refusé par les deux Grands.

La participation à la rédaction de l'article 6 du TNP

De février à mars 1968, la délégation suédoise participa activement à la formulation de l'article 6 du projet de TNP, apportant deux amendements au texte, ainsi qu'au projet de Préambule du Traité, en proposant l'ajout d'un

paragraphe. Ces ajouts témoignent de la volonté suédoise d'infléchir le projet de TNP dans le sens du désarmement, en équilibrant les obligations des parties eu égard aux obligations de non prolifération et de désarmement.

Le projet suédois d'un paragraphe supplémentaire au Préambule, accepté et joint au projet de traité du 11 mars 1968, reflète la continuité de la préoccupation suédoise à l'égard de l'interdiction des essais nucléaires, déjà exprimée lors de la 11^e session de l'AGNU fin 1956. Ce projet est devenu le 10^e paragraphe au Préambule du TNP : « *Recalling the determination expressed by the Parties to the 1963 Treaty banning nuclear weapons tests in the atmosphere, in outer space and under water in its Preamble to seek to achieve the discontinuance of all test explosions of nuclear weapons for all time and to continue negotiations to this end, (...)* ».

Les deux amendements à l'article 6 du Traité sont les formules « *at an early date* » et « *nuclear disarmament* » (à la place de « *disarmament* »). Il s'agissait d'une part d'apporter un élément d'urgence à la cessation de la course aux armements nucléaires, et d'autre part de rendre clair le rôle principal des négociations : pour la Suède, l'objectif de désarmement nucléaire était donc singulier et distinct de l'objectif de désarmement général et complet dont la formulation boucle l'article 6. Moyennant quelques ajouts britanniques, le projet fut accepté par les Etats-Unis et l'URSS et les propositions suédoises se retrouvent effectivement dans le texte final.¹⁴

La Suède signa le TNP dès le mois d'août 1968 et le ratifia en décembre 1969. Cet écart d'une année et demi n'est pas anodin. Le pays attendait d'être sûr que le gouvernement de la RFA dirigé par le socio-démocrate Willy Brandt adhère au TNP pour déposer ses instruments de ratification, assurance donnée par le chancelier ouest-allemand dans un discours prononcé au Bundestag à l'automne 1969. Ce fut la dernière fois que la Suède utilisa l'argument nucléaire à des fins politiques.

La présidence de la première conférence d'examen du TNP

Cinq ans après l'entrée en vigueur du TNP, la première conférence d'examen quinquennale du traité en 1975 est restée dans les annales du processus d'examen comme un succès, celle-ci étant parvenue à adopter une Déclaration finale par consensus. Qu'est-ce qui détermina ce consensus ?

Il apparaît que la question du désarmement nucléaire fut l'élément central de cette première conférence. De nombreuses suggestions furent faites par les délégations présentes pour accélérer la mise en œuvre des dispositions du texte liées au désarmement (interdiction générale des essais, réduction des

¹⁴ Article 6 du TNP : « *Each of the Parties to the Treaty undertakes to pursue negotiations in good faith on effective measures relating to cessation of the nuclear arms race at an early date and to nuclear disarmament, and on a treaty on general and complete disarmament under strict and effective international control.* » (Nous soulignons.)

armes stratégiques, etc.) mais aucune ne sut emporter d'adhésion suffisante. Il fut néanmoins demandé au « *drafting committee* » de condenser ces propositions dans un document unique, ce qui s'avéra encore impossible. Dans ces conditions, la Déclaration finale fut un document de synthèse préparé par la Présidente de la Conférence, la diplomate suédoise Inga Thorsson¹⁵, qui résumait les vues les plus larges exprimées lors de la Conférence. Au nom du « Groupe des 77 » (Etats en voie de développement), le Mexique accepta de ne pas s'opposer à l'adoption de la Déclaration, pourvu que lui soit annexée la déclaration interprétative du Groupe ainsi que les différentes résolutions que celui-ci avait proposées.

D'après Ben Sanders, analysant le rôle du consensus dans les conférences d'examen du TNP, « *one may see this not so much as reflecting agreement on substance as reluctance of participants to let the first Review Conference fail. Moreover, the personality of the President played a very important part¹⁶ in convincing parties to adopt her language.* »¹⁷ De nombreux témoignages ont corroboré cette idée : les efforts et la détermination de Inga Thorsson furent déterminants dans le succès de la première Conférence d'examen du TNP. Alors que le Traité se mettait en place, il s'agit là d'un succès indéniable de la diplomatie suédoise autant que le signe d'un fort soutien du pays à l'instrument.

Le bilan et l'héritage

Pourtant, le bilan que dresse la Suède des progrès réalisés en matière de désarmement au début des années 1970 n'est pas bon. Prenant la parole le 14 mars 1972 à la 549^e session du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement qui fêtait cette année-là son dixième anniversaire, Alva Myrdal déclara : « en termes matériels, le résultat de nos efforts est voisin de zéro. »¹⁸ Selon elle, « le Traité de Moscou pour l'interdiction des essais nucléaires dans l'atmosphère a été présenté en son temps comme un succès : il n'est plus maintenant qu'une mesure de santé publique... et son efficacité est évidemment nulle en ce qui concerne le ralentissement du développement des armes nucléaires ou même la réduction des essais nucléaires. »¹⁹ A propos du TNP : « bien peu de pays y ont adhéré deux ans après son entrée en vigueur. La plupart des Nations les plus importantes ne l'ont pas ratifié. »²⁰

¹⁵ La diplomate Inga Thorsson succède à Alva Myrdal en 1974.

¹⁶ Nous soulignons.

¹⁷ Ben Sanders, « NPT Review Conferences and the Role of Consensus », *Issue Review*, N°4, April 1995, Programme for Promoting Nuclear Non-Proliferation, p.2

¹⁸ Cité par Marie-Françoise Furet, *Le désarmement nucléaire*, Paris, Editions A. Pedone, 1973, p.74

¹⁹ Ibid., pp74-75

²⁰ Ibid., p.75. Revenant sur son parcours de diplomate dans un livre publié en 1982, *The Game of Disarmament, How the America and Russia run the Arms Race* (Pantheon, 433p, ISBN 879 0 85124 306 1), Alva Myrdal a confirmé cette amertume. D'après elle, l'entreprise du désarmement a été un échec dont la responsabilité incombe principalement aux Etats-Unis et à l'URSS, soucieux de conserver une supériorité stratégique paritaire. Selon l'ancienne

Le rôle joué par la Suède dans la négociation du TNP et le lancement du processus d'examen du traité est pourtant appréciable, même si bon nombre des propositions suédoises pour amender les projets successifs au cours des années 1960 ne furent pas retenues.

En définitive, l'analyse historique du positionnement suédois à l'égard du débat nucléaire sur la sécurité (politique de recherche/acquisition, enjeux de non-prolifération et de désarmement) fournit plusieurs enseignements :

- L'importance de deux facteurs historiques contradictoires au regard de la spécificité de l'arme nucléaire : d'un côté l'attachement à une politique traditionnelle de neutralité et de non-alignement, de l'autre l'attachement au rang de puissance technologiquement avancée et commercialement investie dans l'industrie de l'armement.
- L'importance de la dynamique régionale : la proximité de l'URSS et d'une RFA cultivant l'ambiguïté en matière nucléaire tout au long des années 1960 sont des facteurs stratégiques explicatifs du positionnement suédois.
- L'importance du rôle des alliances et des Etats-Unis en particulier. Le « jeu » diplomatique suédois en matière nucléaire se réfère en permanence à l'OTAN, à l'allié paradoxal américain, ainsi qu'au groupe des pays non-alignés (sans doute davantage instrumentalisé que véritablement assumé comme communauté d'appartenance).
- Enfin, le « cas » suédois est un cas historique de puissance nucléaire virtuelle. A cet égard, il est exemplaire de l'insuffisance du facteur capacitaire dans l'acquisition d'une force de frappe nucléaire. Il est, *a contrario*, exemplaire de la multiplicité des facteurs impliqués dans une décision finale d'acquisition.

A propos de la question spécifique du lien entre la non prolifération et le désarmement, le « cas » suédois est exemplaire de la rhétorique du « marché » (« *bargain* ») qui est au cœur de la négociation du TNP : l'acceptation des contraintes liées à la non prolifération doit trouver son équivalent dans une responsabilité assumée à l'égard du désarmement. Sur ce plan, l'on constate à quel point l'engagement des Etats-Unis et de l'URSS cherche à se cantonner dans les termes les plus généraux et à quel point l'effort de la Suède consiste à « arracher » aux deux Grands des concessions tangibles et mesurables.

En termes d'héritage, la Suède a très bien entretenu son image d'Etat 'leader' du désarmement, tout en éludant l'ambivalence qui caractérise sa politique

ministre suédoise pour le désarmement, les grands accords d'*arms control* et de désarmement conclus au cours des vingt-cinq années précédentes ont institutionnalisé la course aux armements plutôt qu'ils ne l'ont stoppée ou inversée.

en matière de nucléaire de défense au cours des deux premières décennies d'après-guerre.

En entretenant ce qui s'apparente bien à un mythe politique, le pays a façonné en cela un interdit collectif qui participe désormais de l'identité nationale. Cet état de fait explique pour partie qu'une « nucléarisation » de la politique de sécurité du pays soit aujourd'hui peu envisageable.

Dans le façonnement du mythe et l'entretien de l'image nationale, il faut enfin noter l'importance que revêt la personnalisation du désarmement en Suède. De la même manière que Frank Aiken incarne encore aujourd'hui la place de l'Irlande dans le concert des nations pilotes du désarmement, Alva Myrdal (et dans une moindre mesure Inga Thorsson) fonde la légitimité de la Suède à ce même égard. Le dernier discours de Alva Myrdal à l'AGNU à la fin de l'année 1973 reçut une « *standing ovation* » et la diplomate suédoise se vit décerner, conjointement avec le diplomate mexicain Alfonso Garcia Roblès²¹, le Prix Nobel de la Paix en 1982.

²¹ Alfonso Garcia Roblès est réputé « le père » du Traité de Tlatelolco conclu le 12 mars 1967 après quatre années de négociations, qui crée en Amérique latine la première zone exempte d'armes nucléaires (ZÉAN). Le Mexique a largement participé à la négociation du TNP, en tant que membre du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement. On doit notamment à la délégation mexicaine l'article 7 du TNP: « *Nothing in this Treaty affects the right of any group of States to conclude regional treaties in order to assure the total absence of nuclear weapons in their respective territories.* »